

Focus

Education : l'impossible réforme ?



Vendredi 30 août 2019

En couverture

15



Contre la loi Blanquer ; l'école pour l'École !

En cette rentrée scolaire, le projet du ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer pour le baccalauréat est dans tous les esprits. A cet exercice, plusieurs de ses prédécesseurs ont échoué. Nous lui avons demandé si l'école parviendrait un jour à être rénovée.

Par Gaëtane Morin.

Une manifestation contre le projet de Jean-Michel Blanquer s'est déroulée à Paris le 30 mars 2019.



**Lundi
2 septembre,
plus de
12 millions
d'élèves vont
faire leur
rentrée
en primaire,
au collège et
au lycée.**

Des profs en grève, refusant d'assurer la surveillance des épreuves du baccalauréat ou de corriger les copies. La fronde de juin dernier contre le projet de réforme du bac de Jean-Michel Blanquer (lire l'entretien p. 21) a certes décontenancé le ministre de l'Éducation nationale par sa forme inédite – et radicale –, mais elle n'a surpris personne sur le fond. Cet examen qui, en 2019, a mobilisé 744 000 candidats et 174 000 correcteurs pour 4 millions de copies, est un totem. Jack Lang l'a qualifié de « monument historique » en 2000 et Xavier Darcos, de « rite de passage » en 2002.

Qui s'y frotte s'y pique. Il suffit de regarder la liste des projets avortés depuis une trentaine d'années pour s'en convaincre. Les ministres successifs, Lionel Jospin (dès 1988), Claude Allègre, François Fillon et Xavier Darcos ont tous tenté de faire évoluer le diplôme en y intégrant une dose de contrôle continu. Tous ont dû reculer devant la mobilisation, souvent massive, des professeurs et des lycéens. De quoi nourrir l'idée selon laquelle, en France, l'Éducation nationale n'est

pas réformable. Et cela ne se cantonne pas au bac. Pourtant, l'école aurait bien besoin d'évoluer. Les nombreuses études réalisées au cours des dernières décennies attestent une baisse de niveau des élèves, en comparaison avec les générations précédentes, dans certaines spécialités, notamment le français. « On constate un décrochage en orthographe. A contrario, les acquis dans d'autres disciplines, comme l'économie, sont meilleurs », nuance la sociologue Marie Duru-Bellat.

Une question éminemment politique, voire idéologique

Le plus inquiétant est ailleurs. Dans un contexte mondialisé, l'école française est larguée. Distancée par Singapour (1^{er}), l'Estonie (3^e), le Vietnam (8^e) ou le Royaume-Uni (15^e), elle n'émerge qu'à la 27^e place du dernier classement Pisa, en 2015 (voir l'infographie ci-contre). Cette enquête internationale fait référence : créée en 2000, elle mesure, tous les trois ans, les acquis scolaires des jeunes de 15 ans, évaluant leurs performances en lecture, mathématiques

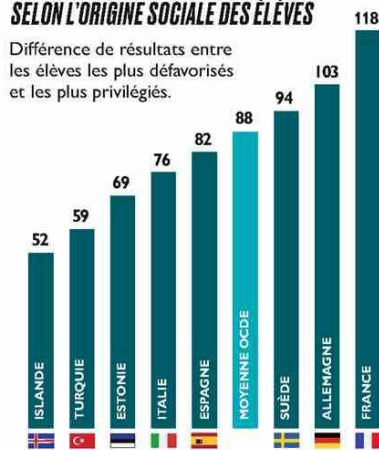


La France dans la moyenne de l'OCDE, mais championne des inégalités

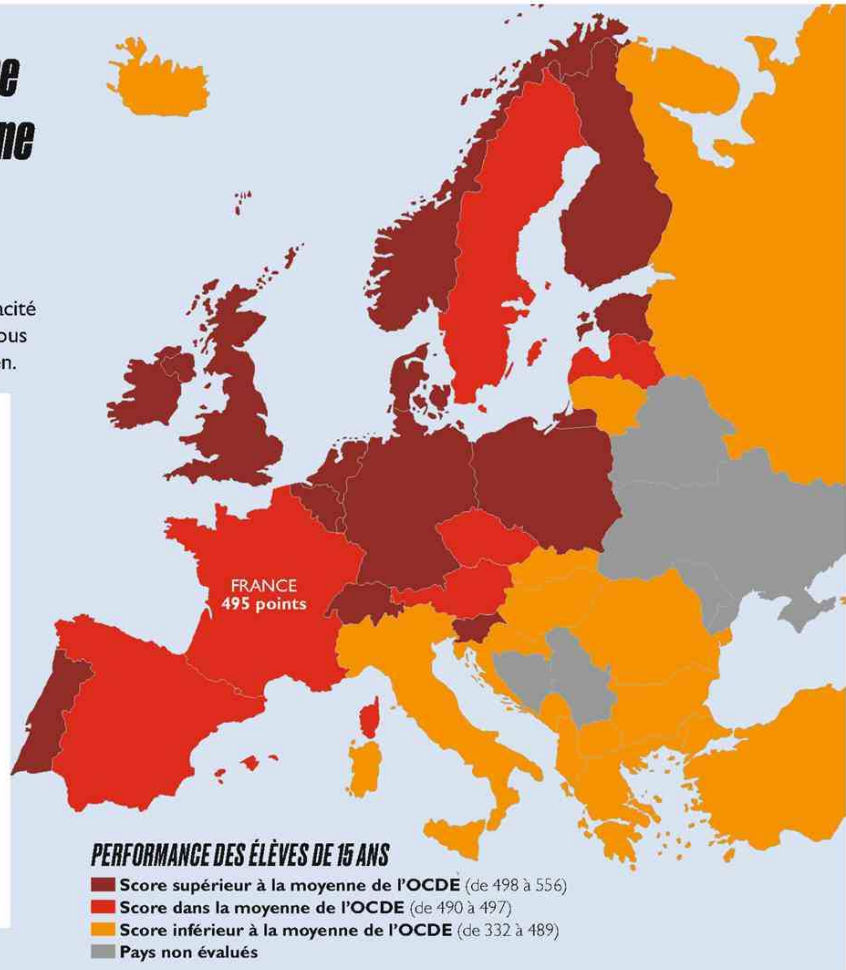
En 2015, le classement Pisa, réalisé par l'Organisation de coopération et de développement économiques, a évalué l'efficacité et l'équité du système éducatif de 72 pays. Nous présentons ici les résultats au niveau européen.

ÉGART DE PERFORMANCES SELON L'ORIGINE SOCIALE DES ÉLÈVES

Différence de résultats entre les élèves les plus défavorisés et les plus privilégiés.



Source : classement Pisa 2015, OCDE.



et sciences. Surtout, « la France est championne du monde des inégalités », souligne Eric Charbonnier, expert à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, à l'initiative du classement Pisa). Les enfants issus d'un milieu défavorisé ont ainsi quatre fois moins de chances de réussir que ceux évoluant dans un environnement privilégié. « C'est la statistique la plus élevée parmi les 72 pays ayant participé à l'enquête, précise le spécialiste. On est face à un système à deux vitesses. »

Conscients de ce problème, qui s'est accentué depuis les années 1990, les différents gouvernements ont bien tenté d'y apporter une réponse. Mais, confronté à la diversité des opinions sur cette question éminemment politique, voire idéologique, aucun n'est parvenu à un consensus durable. « Il y a autant d'avis sur l'école que de Français », estime Vincent Roger, ancien conseiller de François Fillon à l'Éducation (2004-2005). De fait, ce sont souvent les intérêts particuliers qui l'emportent sur l'intérêt général. Faute d'avoir mis en place une politique dynamique

de ressources humaines pour mieux rémunérer et valoriser le parcours professionnel des enseignants, les politiques se heurtent au corporatisme de ces derniers. « Les professeurs ne considèrent les réformes qu'à l'aune de leur discipline : va-t-elle gagner ou perdre de l'influence ? Ils se sentent menacés, alors ils vont défendre leur terrier », analyse Claude Lelièvre, historien de l'éducation.

C'est l'un des obstacles majeurs à la rénovation du système scolaire français : tout est imbriqué. Impossible de régler une question sans avoir pris en considération l'ensemble de la structure. Qualifié de « mammoth » en son temps ●●●

« Les profs se sentent menacés, alors ils vont défendre leur terrier »

Claude Lelièvre, historien de l'éducation



♦♦♦ par Claude Allègre, le ministre français de l'Éducation nationale, avec plus de 12 millions d'élèves et 1,1 million de fonctionnaires, est l'une des plus grandes organisations mondiales. « On dit parfois que c'est la troisième, après l'Armée rouge et le chemin de fer indien », pointe Jean-Michel Blanquer, reconnaissant que l'enjeu de la communication est « colossal ». Celui de la concertation aussi. Et c'est souvent là que le bât blesse. « Les réformes tombent comme des injonctions, déplore Francette Popineau, porte-parole du SNUipp-FSU, le syndicat majoritaire chez les instituteurs. Elles sont pensées de manière technocratique, sans tenir compte de l'expertise des enseignants et de la réalité du terrain. Elles ne leur laissent aucune autonomie. » La circulaire de mai dernier, qui précise comment l'enseignant doit initier à la lecture les enfants de maternelle, n'est toujours pas digérée. « Imaginez un ministre de la Santé qui expliquerait à un chirurgien comment faire une dissection ! s'insurge l'historien Claude Lelièvre. Notre école est l'une des plus

« Les réformes tombent comme des injonctions, sans tenir compte du terrain »

Francette Popineau, porte-parole du syndicat SNUipp-FSU

centralisées du monde occidental. Or il faudrait plus de souplesse et de pragmatisme pour que les innovations se diffusent. »

La peur des manifestations

Il faudrait surtout davantage de confiance. Car, de part et d'autre, on se regarde en chiens de faïence. « Tu sais d'emblée, en arrivant au ministère de l'Éducation, que tu vas te heurter aux enseignants et au conservatisme, souligne un ancien conseiller de Xavier Darcos, en poste de 2007 à 2009. L'administration ne fait que te tolérer, elle a compris qu'un ministre, ça va, ça vient. » Xavier Darcos pensait avoir trouvé la parade. En prenant ses fonctions, il avait fait passer la consigne de « multiplier les réformes pour éviter la cristallisation des syndicats ». « Et d'aller vite », poursuit le conseiller. Etre perpétuellement en mouvement, une annonce chassant la précédente : un classique de la communication politique. « Si tu t'arrêtes, t'es mort, théorise notre source. Les syndicats reviennent te boxer la tête. Ils cherchent à t'affaiblir afin de te contraindre à la cogestion. »

Toute réforme ambitieuse vire donc au rapport de force. Le spectre des mobilisations massives oblige les politiques à la prudence, surtout depuis la mort de l'étudiant Malik Oussekiné en 1986, tabassé par des policiers en marge d'une manifestation contre la réforme de l'université envisagée par Alain Devaquet. « A chaque projet que son cabinet lui proposait, Ségolène Royal (ministre de l'Enseignement de 1997 à 2000, NDLR) ♦♦♦

En 1986, plusieurs centaines de milliers d'étudiants et de lycéens manifestent à Paris contre le projet du ministre de l'Éducation Alain Devaquet.

Vendredi 30 août 2019

En couverture

19



1984 ALAIN SAVARY

Chargé de créer « un grand service public, laïc et unifié de l'Education nationale », promesse de campagne de François Mitterrand, le socialiste Alain Savary, nommé ministre en mai 1981, veut « fonctionnariser » les enseignants du privé. Vent debout, la droite mobilise 1 million de Français, partisans de « l'école libre », dans les rues de Paris, le 24 juin 1984. Le 12 juillet, le chef de l'Etat annonce le retrait du projet de loi, sans avoir prévenu son ministre. Alain Savary démissionne cinq jours plus tard. Solidaire, le Premier ministre Pierre Mauroy lui emboîte le pas.



1986 ALAIN DEVAQUET

« Devaquet, si tu savais, ta réforme, où on s'la met... » En novembre et décembre 1986, ils sont plusieurs centaines de milliers à scander ce slogan dans les rues et les locaux occupés des facultés. Lycéens et étudiants refusent le projet de loi du ministre de l'Enseignement supérieur, Alain Devaquet, qui entend imposer une sélection à l'entrée à l'université. Dans la nuit du 5 décembre, après une nouvelle journée de manifestations à Paris, un étudiant, Malik Oussekin, meurt, tabassé par les forces de l'ordre. Alain Devaquet démissionne le lendemain. Le 8, le gouvernement Chirac abandonne la réforme.



2000 CLAUDE ALLÈGRE

Il a donné le ton dès son arrivée au ministère, appelant, le 24 juin 1997, à « dégraisser le mammoth » de l'Education nationale. Franc-tireur et provocateur, Claude Allègre n'a pas peur de bousculer les syndicats en prenant l'opinion publique à témoin. Ce chercheur géologue, nommé par Lionel Jospin, veut adapter le système éducatif aux enjeux du monde moderne, notamment de la mondialisation, en rapprochant l'école de l'entreprise. Mais, alors que les enseignants se braquent, il s'isole. En mars 2000, une vague de manifestations contraint le Premier ministre à lui demander sa démission. Il la remet le 27 mars.

Ils ont essayé...

Confrontés à des contestations fortes, ces ministres ont démissionné ou ont été écartés. Et leurs projets de réforme, vidés de leur substance ou abandonnés.



2005 FRANÇOIS FILLON

Auréolé de succès pour la réforme des retraites, François Fillon prend la tête du ministère de l'Education nationale en 2004, avec la même ambition rénovatrice. Il s'attaque ainsi au baccalauréat, un « totem » selon l'un de ses conseillers de l'époque. Il envisage de réduire le nombre de matières soumises à l'examen final mais se heurte à la fronde des lycéens et de leurs parents, qui craignent une dévalorisation du diplôme. Dès le 10 février 2005, à l'issue d'une première journée de manifestations, il suspend sa réforme. Le 31 mai, il n'est pas reconduit dans le nouveau gouvernement formé par Dominique de Villepin.



2009 XAVIER DARGOS

Déjà vilipendé pour la suppression de 13 500 postes dans l'Education nationale, Xavier Darcos ouvre un nouveau front de contestation avec sa réforme du « lycée modulaire » dès 2008. Nommé un an plus tôt par François Fillon devenu Premier ministre, il rame pour démentir l'idée d'un « lycée à la carte » et justifier sa décision de réduire les enseignements de tronc commun au profit de disciplines complémentaires, censées mieux préparer aux études supérieures. Plusieurs manifestations lycéennes le conduisent à annoncer, le 16 décembre, un report du projet. Au remaniement suivant, le 23 juin 2009, il est remplacé par Luc Chatel.



2014 VINCENT PEILLON

Au lendemain de sa prise de fonction, le 17 mai 2012, Vincent Peillon décide de revenir sur la semaine de quatre jours à l'école primaire, mise en place en 2008. Dès la rentrée 2013, dans les communes volontaires (avant la généralisation du dispositif en 2014), les élèves iront en classe cinq matinées par semaine. La réforme fait polémique : les maires et les parents reprochent au ministre de ne pas avoir réfléchi à l'organisation des activités périscolaires des après-midi, qui sont à la charge des municipalités. Vincent Peillon est remercié le 31 mars 2014. Benoît Hamon, qui lui succède, assouplit la règle par décret.



●●● posait au préalable la même question : « Que va dire le Snes ? » (le principal syndicat du second degré) » se souvient la sociologue Marie Duru-Bellat. Même angoisse au sommet de l'Etat lorsqu'en 2005, François Fillon se présente sur le plateau de France 3. Juste avant l'interview, Jacques Chirac a appelé son ministre de l'Education pour le mettre en garde. « Ta réforme, c'est bien, lui dit-il. Mais sur le bac, vas-y mollo. » Une attitude qui tranche avec celle du général de Gaulle. Déterminé à démocratiser le collège, le chef de l'Etat s'est heurté à une fronde jusque dans son camp. Son Premier ministre, Georges Pompidou, agrégé de lettres classiques et ardent défenseur de la filière classique, était farouchement hostile au projet. Mais rien n'y a fait. « Si le gouvernement n'est pas d'accord avec une réforme de bon sens, on en changera, martèle de Gaulle en conseil des ministres, en 1959. Si l'Assemblée

Le Portugal, bon élève du classement Pisa, mise sur la formation des enseignants et la lutte contre le décrochage scolaire.



En Europe, le Portugal donne l'exemple

Alors qu'il pointait, en 2012, à la 31^e place du classement international Pisa – qui évalue tous les trois ans les acquis des élèves de 15 ans en lecture et en sciences –, le Portugal émergeait, en 2015, à la 22^e place. Devant la France, qui reculait d'un rang pour se classer 27^e. Des améliorations jugées « historiques » par l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), dans un rapport publié en 2018. « Le gouvernement portugais a fourni beaucoup d'efforts pour réduire les inégalités à l'école », apprécie Eric Charbonnier, analyste à l'OCDE,

qui met en avant « la proximité » des systèmes éducatifs français et lusitaniens. Parmi les réformes menées, l'organisation du réseau scolaire : les petites écoles des zones peu peuplées, qui obtenaient des résultats médiocres, ferment progressivement, remplacées par des cités scolaires plus vastes, regroupant plusieurs niveaux d'enseignement. « Les élèves y trouvent de meilleures conditions d'apprentissage », affirme Paulo Santiago, également expert à l'OCDE, qui souligne « la constance » de la politique portugaise. Depuis le début des années 2000,

le gouvernement investit dans l'éducation des enfants en bas âge, la formation des enseignants à la pédagogie et la lutte contre le décrochage scolaire. Il développe un plan national pour la lecture, donne à l'école pour mission prioritaire l'apprentissage du portugais et des mathématiques. « Le Portugal se situe aujourd'hui dans la moyenne des pays européens », relativise Eric Charbonnier. Car, comme en France, les performances des élèves varient encore beaucoup selon leur milieu social, les écoles qu'ils fréquentent et la région dans laquelle ils vivent. **César Marchal**

nationale s'y oppose, on la dissoudra. Et si ça ne passe toujours pas, on fera appel au peuple. » En 1968, de haute lutte, l'enseignement du latin est repoussé de la 6^e à la 4^e. Un an plus tard, Pompidou, devenu président de la République, en rétablit l'apprentissage dès la 5^e.

La valse des ministres

Cet exemple illustre un autre écueil du système éducatif français. D'un ministre à l'autre, les réformes se font et se défont, sans continuité et sans lisibilité. Si bien qu'en réalité, l'école, que l'on dit frappée d'immobilisme, ne cesse d'être repensée et remodelée. « Cela change si souvent que les enseignants ne savent plus ce qui fait force de loi », se désole la syndicaliste Francette Popineau. D'autant qu'en vingt ans, ils sont une dizaine à s'être succédé au Ministère, chacun ayant le souci d'associer son nom à un texte législatif. « Au lieu d'avoir des navigateurs de haut vol, on se retrouve avec des ministres qui passent entre les gouttes », assène Claude Lelièvre. Un mal français que Marielle de Sarnez, directrice de cabinet de François Bayrou quand il était ministre de l'Education (1993-1997), appelle à dépasser. « On ne peut pas avoir une politique éducative digne de ce nom si elle change à chaque ministre. Il faudrait passer un pacte avec la Nation sur l'école, en se mettant d'accord sur les grands fondamentaux à dix, vingt et trente ans et en organisant un débat annuel à l'Assemblée nationale. » Une idée à souffler à Jean-Michel Blanquer qui, à trois jours de la rentrée, affiche sa sérénité. Soutenu par Matignon, il a un nouvel atout dans sa manche : le budget à l'Education nationale sera l'un des rares à être augmenté en 2020. ■